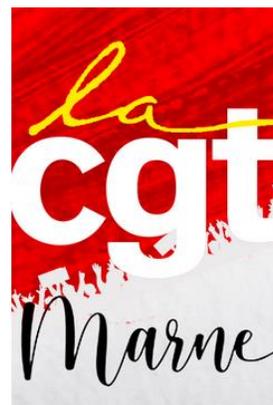


Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : non à l'austérité !.....	1
Bétheny : Les Brink chez le sous-préfet	2
Reims : CCAS toujours en lutte	2
Épernay : Franck LEROY « gangréné » par l'extrême-droite ?.....	3
CGT cheminots : signature de l'accord Cessation Progressive d'Activité	3
Lille : Toutes et tous solidaires de Jean Paul DELESCAUT	3
Epernay : L'exemple scandinave.....	4
Enedis : Pouvoir d'achat en berne.....	4
Oiry : MEG (Manufactory Ever Gres), la liquidation	4
Taxe lapin : Fausse réponse aux vrais besoins d'accès aux soins	4



19 avril 2024

#59

Édito : non à l'austérité !



L'austérité, ce mot aux résonances souvent douloureuses, s'invite discrètement mais sûrement dans le quotidien des marnais. Les politiques de rigueur budgétaire, les coupes drastiques dans les services publics, et les restrictions financières se font de plus en plus ressentir dans notre département.

Les conséquences de l'austérité se traduisent par une dégradation des infrastructures essentielles, des difficultés d'accès aux soins de qualité, une diminution des moyens alloués à l'éducation et une précarisation croissante de nombreuses familles. Les habitants de la Marne, comme tant d'autres dans le pays, subissent les effets néfastes de politiques ignorantes des réalités quotidiennes.

Face à ces enjeux, il est primordial de questionner les choix politiques qui mènent à cette austérité injuste et inéquitable. Plutôt que de sacrifier les plus fragiles sur l'autel des économies budgétaires, il est essentiel de promouvoir des politiques de solidarité, de soutien aux plus démunis et d'investissement dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et l'emploi.

L'austérité ne doit pas être une fatalité mais une incitation à repenser notre modèle de développement, à réévaluer nos priorités, et à agir en faveur d'une société plus juste, plus équitable et plus solidaire. Il est urgent de placer l'humain et le bien-être des citoyens au centre des décisions politiques, de favoriser l'inclusion sociale et de construire ensemble un avenir meilleur pour tous.

Dans la Marne, comme ailleurs, il est temps de s'organiser pour lutter contre cette politique et d'obtenir une réelle justice sociale. Ensemble, nous pouvons combattre l'austérité, défendre nos valeurs communes et œuvrer pour un avenir où chacun trouve sa place et son droit au bonheur.

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'UD CGT de la Marne

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

udcgt51@laposte.net

www.udcgt51.fr



Bétheny :

Les Brinke chez le sous-préfet

La grève chez Brink Towing System ne faiblit pas depuis le 2 avril même si aucune avancée n'est enregistrée pour l'instant sur le 13^{ème} mois, cœur de la revendication.

Une rencontre a eu lieu chez le sous-préfet le 16 avril 2024 à 17h30, à la demande de la CGT. L'occasion de décrire la réalité d'une situation salariale très dégradée et des relations tendues avec la direction. « Le mutisme du patron qui ignore les salariés depuis plus de 15 jours renforce leur détermination. » a expliqué Gaëlle CHOQUET, déléguée CGT du site.

Au lendemain de cette rencontre, le directeur a proposé un RDV aux grévistes le vendredi 19 avril à 10h du matin.

C'est la proposition initiale de la direction d'accorder 3,7% lors de la NAO, mais en y intégrant la prime d'équipe pourtant prévue dans la nouvelle convention collective de la métallurgie applicable depuis le 1^{er} janvier 2024, qui a mis le feu aux poudres. D'autant que la direction voulait conditionner l'augmentation aux jours d'absence et aux sanctions disciplinaires.

Lors de la réunion du 8 avril, la direction a proposé une augmentation de 100 € bruts mais toujours pas de 13^{ème} mois alors que l'entreprise de Bétheny est largement bénéficiaire. Elle est même citée en exemple de réussite au sein du groupe. Comment comprendre que les salariés de Brink France soient les moins bien traités ?

RDV est donc pris avec la direction pour le 19 avril. D'ici là, la grève se poursuit et reçoit un large soutien sur le Rond-Point de la Neuville. La caisse de grève se remplit, des distributions de tracts ont lieu devant le Cora, les salariés des entreprises voisines viennent exprimer leur solidarité, avec croissants et pizzas.

Espérons que le directeur de Brink retrouve le chemin du dialogue d'autant que l'effet de la grève commence à se faire sentir chez des clients importants comme Renault, PSA ou Stellantis. ([voir le reportage de France 3](#)).

Reims : Fin de conflit au CCAS



Le mouvement social débuté le 2 avril a pris fin le 18 avril. Après 16 jours de grève festive (l'une des luttes les plus longues que la collectivité ait vécue), les grévistes avec l'appui de la CGT ont obtenu satisfaction sur les revendications suivantes :

- Prime Enquête versée à l'ensemble du personnel effectuant des missions d'enquêtes
- Revalorisation de cette prime qui passe de 37 à 90 € nets

Ce mouvement a aussi fait remonter tous les problèmes d'attribution et de régularisation de la NBI (Nouvelle Bonification Indiciaire) notamment pour les agents travaillant en quartier prioritaire (ce qui peut représenter plusieurs centaines d'euros pour certains d'entre eux).

La CGT félicite tous les agents qui se sont battus malgré les conditions météorologiques difficiles avec une pensée spéciale pour nos danseuses et pour notre disc-jockey !!!

Encore un grand merci à tous les syndicats qui nous ont soutenu financièrement et par leurs messages de soutien.

La délégation des TUR (Transports urbains de Reims) et de Phone Express était au Congrès de la Fédération des transports à la Palmyre le 8 avril.



Epernay : Franck LEROY « gangréné » par l'extrême-droite ?

Lors du conseil communautaire d'Epernay du 11 avril 2024, Franck LEROY a cru bon d'exprimer son opinion sur la CGT. Alors qu'une élue évoquait l'intérêt du fret ferroviaire dans le cadre du débat sur le transport à faible émission, le président de l'agglomération d'Epernay, président de la région Grand-Est et président de l'agence de financement des infrastructures de transport (AFIT), a osé stigmatiser les dysfonctionnements d'« une entreprise nationale gangrénée par une forme de syndicalisme archaïque ». ([Écouter l'extrait](#))

Des propos non seulement infondés mais carrément insultants pour les cheminots de la SNCF qui ont majoritairement choisi la CGT pour les représenter, indignes des fonctions qu'occupe M. LEROY. Des propos directement inspirés de la rhétorique de l'extrême-droite. M. Leroy espère-t-il ainsi s'attirer les grâces du RN pour la poursuite de sa carrière politique ?

CGT Cheminots : Signature de L'accord Cessation Progressive d'Activité (CPA)

Réunie le 11 avril en Commission Exécutive Fédérale, la Fédération CGT des Cheminots a décidé, à l'unanimité, d'apposer sa signature, avec lettre de réserve, sur l'accord CPA (Cessation progressive d'activité) issu de la table ronde du 10 avril.

L'accord améliore tous les dispositifs existants et apporte des droits nouveaux pour tous. Les cheminots pourront en bénéficier pendant 18 mois avant leur fin de carrière, le dispositif pouvant être porté à 30 mois pour les emplois pénibles comme les

conducteurs. Pour les contrôleurs, la cessation d'activité s'étale sur 36 mois. Une façon de limiter l'impact de la réforme des retraites car, pour la CGT, le dossier des retraites est loin d'être terminé.

Lille : Toutes et tous solidaires de Jean Paul DELESCAUT

Le 18 avril, Jean Paul DELESCAUT, secrétaire général de l'Union Départementale CGT du Nord, a été condamné à un an de prison avec sursis et 5000 € d'amende pour un tract explicatif sur la situation en Palestine. À peine connu le verdict, Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'Union Départementale de la Marne, a adressé un mail de soutien à l'Union Départementale du Nord.

« Nous venons d'apprendre le verdict qui est tombé ce jour ; celui-ci est une attaque pure et dure contre la liberté d'expression du monde syndical. Encore une fois la justice se positionne du côté des macroniens, qui veulent faire taire la CGT. Nous apportons et continuerons à apporter notre soutien le plus total à notre camarade Jean Paul, et ce, jusqu'à la relaxe. Fraternellement, Ghislain BRIDE Secrétaire général de L'UD CGT Marne. »

De son côté, Sophie BINET, secrétaire générale de la CGT, a réagi sur X (ex-Twitter) : « Il s'agit d'un cap gravissime franchi dans la répression des libertés. »

La CGT va évidemment faire appel de cette décision sans précédent, elle exige l'abandon des poursuites contre Jean Paul DELESCAUT et contre tous les militants menacés par la répression. ([Lire le communiqué de presse](#))



LA CGT CHEMINOTS SIGNERA L'ACCORD CPA

Réunie ce 11 avril en Commission Exécutive Fédérale, la Fédération CGT des Cheminots a décidé, à l'unanimité, d'apposer sa signature, avec lettre de réserve, sur l'accord CPA issu de la table ronde du 10 avril.

La Fédération CGT des Cheminots porte depuis plusieurs mois, et seule, des propositions concrètes sur la fin de carrière.

Cela a permis de rouvrir des négociations qui n'étaient pas prévues par la direction.

C'est le rapport de forces construit quotidiennement, localement, avec nos syndicats de proximité, et dans la durée, qui permet aujourd'hui des avancées.

Dans les faits, les négociations du 10 avril, améliorent TOUTS les dispositifs existants, tant dans la durée que sur les critères de rémunération.

Dans les faits, ces négociations apporteront des droits nouveaux POUR TOUTS.

Des avancées, qui constituent une première marche vers d'autres victoires, sont à mesurer et à appliquer dans un contexte global largement hostile aux idées progressistes que la CGT porte, dans et en dehors de l'entreprise.

La CGT des Cheminots est fière de porter des revendications offensives pour TOUTS et préférera toujours le rassemblement à la division !

Epernay : L'exemple scandinave

A l'occasion des 120 ans du Syndicat Général des Vignerons (SGV), que la CGT est venue célébrer à sa façon sur le parking du Millesium d'Epernay le 12 avril dernier, une délégation des représentants scandinaves du monopole d'état qui assure la distribution des alcools en Scandinavie avait fait le déplacement.

Ils sont venus rencontrer les syndicats de la filière, dont fait partie l'Intersyndicat CGT du champagne, pour s'assurer qu'il n'y a pas d'atteinte aux droits de l'homme dans le processus d'élaboration du champagne. Il faut savoir que dans le cas contraire, le monopole d'état peut retirer les vins de la vente en Finlande, en Suède et en Norvège !

Une pratique dont la filière du champagne pourrait utilement s'inspirer pour sanctionner les donneurs d'ordre qui ont rendu possible la traite d'êtres humains lors des vendanges de la honte dans la Marne.

Enedis : Pouvoir d'achat en berne

À la suite de l'échec des négociations salariales, la direction d'Enedis a choisi d'appliquer un texte au rabais dans le cadre d'une décision unilatérale de l'employeur (DUE).

Dans le même temps, la direction refuse de discuter d'un complément de la prime d'intéressement de 2023, qui atteint son niveau le plus bas depuis 2017 malgré une inflation en hausse constante.

C'est une des raisons pour lesquelles la CGT n'est pas favorable aux primes qui peuvent être réduites voire supprimées à tout moment. Il faut savoir que Marianne Laigneau, la PDG de l'entreprise qui appelle les salariés à se serrer la ceinture, touche en ce qui la concerne un salaire net de 430 000 € par an, soit 35 833 € par mois, 1911 € par jour. ([Lire le tract](#)).

1^{er} mai : Infos pratiques

- **Reims** :
10h, Maison des Syndicats, 15 boulevard de la Paix
- **Châlons-en-Champagne** :
10h, Maison des Syndicats, 1 place Verdun

Oiry : MEG (Manufactory Evergres), la liquidation

Jeudi 18 avril, l'administrateur judiciaire désigné par le tribunal de Commerce de Reims a annoncé en CSE qu'aucune candidature sérieuse ne s'était manifestée pour reprendre les activités du fabriquant de céramiques d'Oiry. Faute de repreneur à la clôture de l'appel d'offres, la liquidation de l'entreprise sera donc prononcée par le tribunal de Commerce de Reims le 16 mai prochain. Les 70 salariés du site vont donc subir un licenciement économique avec des mesures de reclassement, des actions de formation et diverses mesures d'accompagnement.

L'épilogue d'un invraisemblable feuilleton débuté le 12 juin 2023, lorsque l'usine a cessé ses activités de production et mis les ouvriers en chômage partiel.

Une longue période qui aura vu la mobilisation constante de la CGT, tant dans l'entreprise qu'au niveau local ou départemental.

Taxe lapin : Fausse réponse aux vrais besoins d'accès aux soins

Alors que l'offre de soins est insuffisante dans la région, faute de médecins en nombre suffisant, que les déserts médicaux perdurent en zone rurale, prétendre régler la crise en culpabilisant les patients avec la « taxe lapin » est un écran de fumée. De plus le système envisagé s'avérera probablement ingérable. Cette situation est évidemment le fruit de la politique de marchandisation de la santé, décidée par les gouvernements successifs, au détriment de la santé publique et de l'intérêt général. ([Lire le communiqué de la CGT](#)).

- **Épernay** :
10h, Place Carnot
- **Vitry-le-François** :
11h, espace
Lucien Herr

